

**SOIRÉE-DÉBAT DE L'UGICT-CGT**

# Quel travail voulons-nous ? La grande enquête de Radio France

La grande enquête sur le travail menée, entre mai et octobre 2011, par Radio France, redonne au service public ses lettres de noblesse. Si elle n'a pas été effectuée selon les critères habituels reconnus, ses résultats rejoignent ceux de nos propres sondages et soulèvent les mêmes problématiques. Patrick Légeron, du cabinet **Stimulus**, psychiatre et directeur du conseil scientifique de l'enquête est venu nous présenter cette étude éditée en janvier 2012<sup>1</sup>.

**P**ourquoi un groupe audiovisuel de service public s'est-il emparé de la question suivante « *Quel travail voulons-nous ?* », pour la porter sur les ondes de toutes ses radios ? Le 23 janvier dernier, France Inter, France Info, France culture, les Radio bleu locales, le Mouv... ont ainsi diffusé de multiples débats retransmis du Rond Point des Champs Elysées, théâtre piloté, avec brio, par Jean-Michel Ribes. De nombreuses personnalités politiques et syndicales y ont participé dont la plupart des candidats à la présidence. (Voir sur le site : [www.travail.radiofrance.fr](http://www.travail.radiofrance.fr))

La genèse de cet événement revient à Jérôme Bouvier, le médiateur de Radio France. A l'origine : la volonté de donner la parole aux auditeurs sur cette question cruciale, souvent traitée par le canal des sondages abrupts et désincarnés, habillés d'interprétations polymorphes.

L'initiative, émanant d'un service public, répond-elle à une demande des auditeurs ou comble-t-elle l'absence de réponse politique à la question du travail et de la souffrance au travail ? Dans le préambule à l'ouvrage Jean-Luc Hees, PDG de Radio France, ose ces mots : « *Radio France est l'instrument de la démocratie* ». Démagogie ? Course à l'audience ? Relégitimisation d'une direction souvent bousculée ? Quoi qu'il en soit, par cette opération la radio nationale redonne ses lettres de noblesse à un service public audiovisuel, attaqué de toutes parts par les injonctions politiques, enclin à sortir des tiroirs poussiéreux les ciseaux rouillés d'Anastasia et à « *vider* » les trublions politiquement incorrects.

## **LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL N'EST DÉFINITIVEMENT PLUS UN CLIVAGE ENTRE LES CADRES ET LES AUTRES CATÉGORIES DE SALARIÉS**

Cette consultation n'a aucune prétention représentative au sens où les instituts de sondages l'entendent et dont ils fixent, d'ailleurs, les critères de validité et autres définitions d'échantillons représentatifs. Pourtant, un comité scientifique (voir encadré) a présidé à la conception du questionnaire de 80 items, en avril et mai derniers ainsi qu'aux analyses qui en découlent. Elle n'est ni anodine, ni

<sup>1</sup> « *Quel travail voulons-nous ? La grande enquête*. Éditions les Arènes-Radio France, 235 pages. 18,50 euros.

*Tous les commentaires des trois membres du comité scientifiques et les délicieux dessins de Muzo, suivis par les tableaux chiffrés. Tout cela est très lisible. A noter les extraits de verbatim de l'enquête et des extraits d'auteurs classiques illustrant les problématiques soulevées. A lire absolument.*

neutre, encore moins insignifiante et seule l'édition pouvait convenir à une restitution de ces multiples résultats.

## LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

**Dominique Méda**, sociologue, ancienne élève de l'École normale supérieure, de l'École nationale d'administration, auteure de « *Le travail en valeur en voie de disparition ?* » (Editions Flammarion).

**Yves Schwartz**, philosophe, ancien élève de l'École nationale supérieure. Il a créé à l'Université de Provence, un département d'ergologie qui s'attache à analyser le travail dans toutes sa complexité.

**Patrick Légeron**, psychiatre, directeur d'un cabinet de conseil sur le stress professionnel, auteur pour le ministère du Travail d'un rapport sur les risques psychosociaux.

Avec **Jan Krouze** journaliste, éditorialiste, ex correspondant du Monde à Washington, Moscou, Varsovie et **Muzo** dessinateur, collaborateur du Monde, Libération, le Nouvel Observateur, Vanity, XII.

Pendant plusieurs mois, Radio France a appelé ses auditeurs à répondre à un questionnaire en ligne. Le collectage fort de 7 000 questionnaires a eu lieu fin septembre, début octobre 2011. Avec une sous représentation majeure des agriculteurs (0,60%), des artisans (4,40%) et des ouvriers (2,80%), la participation donne une large majorité aux cadres et aux professions intellectuelles (46%), ainsi qu'aux professions intermédiaires (26%).

Pour notre invité, le psychiatre Patrick Légeron, l'enquête ne fait que confirmer que la souffrance au travail n'est définitivement plus un clivage entre les cadres et les autres catégories de salariés et il constate : « *Les gens se sont lâchés, notamment dans la question ouverte et l'étude des verbatim est riche en enseignements* ». Enoncer l'ensemble des résultats n'aurait aucun sens et Patrick Légeron attire notre attention sur certaines idées forces accompagnées de quelques paradoxes. Il souligne d'abord le surinvestissement des Français dans leur travail, « *une spécificité nationale, que l'on ne trouve dans aucun autre pays* ». Ainsi 75% des répondants estiment vouloir, avant tout, pour leur enfants un travail épanouissant et pour 48% d'entre eux, « *il doit être aussi un moyen de continuer à apprendre et permettre de réussir quelque chose* ». Alors, en prenant en compte cet état d'esprit, d'autres chiffres inquiètent notre invité. « *S'ils investissent autant la valeur travail, l'entreprise le leur rend mal et ils ne sont que 32% à penser que leur hiérarchie reconnaît ce travail contre 70% en Europe du nord, 50% en Grande Bretagne ou aux Pays-Bas* » précise-t-il. En revanche, à la question : « *Quelle est la qualité principale de votre supérieur hiérarchique ou de votre patron ?* », 52% l'estiment compétent, mais seulement 40% trouvent qu'il possède des qualités d'écoute des salariés. « *Pour de nombreux salariés, le manager n'est qu'un bon technicien. Effectivement, il n'a bénéficié d'aucune formation en ce qui concerne son rôle premier à savoir, le management humain. Que font les grandes écoles ? On doit bousculer l'enseignement du management pour qu'il développe des compétences dans le domaine de l'humain, mais ça on le sait depuis très longtemps* » constate-t-il.

## L'AMÉLIORATION DU TRAVAIL PASSE PAR L'ABANDON DE LA COURSE À LA RENTABILITÉ

**On doit bousculer l'enseignement du management pour qu'il développe des compétences dans le domaine de l'humain...**

Alors, si chacun s'accorde, aujourd'hui, sur la nécessité de changer le travail, Patrick Légeron souligne la diversité des champs possibles d'intervention exprimés. Plus de 24% estiment que l'amélioration du travail passe par l'abandon de la course à la rentabilité. Plus de 19% affirment qu'il faut prendre le temps de faire un travail de qualité, adhèrent ainsi à la thèse d'Yves Clot (voir Cadres

Infos n°679) dit du travail empêché. La non adhésion au slogan « *travailler plus pour gagner plus* », seulement 4 % des répondants, achèvent de nous convaincre de la largeur du fossé qui sépare la vision du travail tel que le voudraient les dirigeants, de celle des salariés et du travail tel qu'il est. Et la souffrance au travail ne peut se résumer aux conditions de travail. « *Les politiques auraient tout intérêt à prendre en compte ce que disent les Français* » ironise notre invité. Pour lui : « *la problématique n'est pas le travail, mais la façon dont il se fait, la question du management et les relations entre les gens. La France est le seul pays où l'on parle de souffrance au travail* ». Pourtant la question de la souffrance au travail est occultée, par les politiques par la question de l'emploi concède Patrick Légeron. « *Quant à la performance, valeur qui sous-tend l'ensemble de la pensée économique actuelle, elle est dévoyée dans la mesure où est elle assimilée à une performance de sportifs de haut niveau, il faut la redéfinir dans le sens de la compétence et de sa reconnaissance, ce qui ne veut pas forcément signifier course à la compétitivité. Si les Français ont longtemps surinvesti dans le travail, il semble que les jeunes générations ne soient plus décidées à sacrifier leur vie personnelle et désinvestissent, mais continuent à aimer leur travail* » conclut le psychiatre. ■

### LES CHIFFRES ESSENTIELS

- 50 %** pensent que leur situation n'est pas meilleure que celle de leurs parents.
- 55 %** se déclarent contents d'aller travailler le matin.
- 61 %** pensent que la situation de leurs enfants ne sera pas meilleure (que la leur).
- 74 %** comptent sur eux-mêmes pour assurer leur bien être au travail ; 12% comptent sur les syndicats ; 4 % sur les politiques.
- 24 %** jugent qu'arrêter la course à la rentabilité est la priorité pour améliorer le travail.
- 67 %** disent travailler dans une bonne ambiance relationnelle.
- 74 %** sont pour les 35 heures.
- 80 %** ne font pas confiance aux politiques pour améliorer les conditions de travail.
- 64 %** préfèrent travailler en équipe.